



VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL

relatif à la suspension de l'alimentation et des intérêts
à la provision Presta-Jogne pour les années 2006 et 2007

(du 17 novembre 2005)

AU CONSEIL GENERAL DE LA VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères générales,
Messieurs les Conseillers généraux,

Préambule

Nous vous rappelons ci-dessous les décisions prises en 1989 :

Plan directeur pour l'alimentation en eau de La Chaux-de-Fonds

Suite au rapport du Conseil communal du 11 octobre 1989 que votre Conseil avait décidé, le 30 octobre 1989, de renvoyer à une Commission de 11 membres, le plan directeur était décrit comme suit :

1. **Eau de base** rénovation de l'usine des Moyats
2. **Eau de secours** réalisation d'une liaison depuis Neuchâtel (SIVAMO)
3. **Eau d'appoint** réalisation de la liaison Presta-Jogne en 2005

Dans le rapport du 4 décembre 1989 de la Commission, accepté par votre Conseil le 13 décembre 1989 (PV No 19, pages 1584 à 1623), la Commission confirmait le plan directeur en incluant :

- *Le délai de réalisation de la liaison Presta-Jogne entre 2005 et 2010*
- *Le préfinancement de cette réalisation par une majoration du prix de vente de l'eau*

En conséquence les articles 4 et 5 de l'arrêté ont la teneur suivante :

Article 4.- La réalisation de la liaison Presta-Jogne devra débuter en 2005 au plus tard et être terminée en moins de 5 ans.

Article 5.- Pour assurer le financement de la réalisation de l'approvisionnement en eau d'appoint depuis La Presta et des installations de traitement de l'eau, Le Conseil communal adaptera, dès 1990, les tarifs de vente de l'eau au prix estimé des réalisations projetées, pour constituer une provision destinée à couvrir les charges afférentes à la Ville. Ce tarif sera indexé à l'évolution de l'indice des prix. Cette provision sera intégrée au bilan des Services Industriels et rentabilisée au taux moyen des emprunts de la Ville.

Provision Presta-Jogne

En application de l'article 5, pour préfinancer cette réalisation, le prix de vente de l'eau a été majoré de :

6,60 cts/m³ en 1990 et a passé à
8,36 cts/m³ en 2004 en fonction de l'indexation

En tenant compte des intérêts, cette provision s'élevait à **CHF 6'489'372.30** au 31 décembre 2004.

<i>Solde au 31 décembre 2004</i>	<i>CHF</i>	<i>6'489'372.30</i>
Budget 2005 :		
3'750'000 m ³ à 8,42 cts	CHF	315'000.00
Intérêts 3,9 %	CHF	258'263.00
<i>Somme prévue au 31 décembre 2005</i>	<i>CHF</i>	<i>7'058'635.30</i>
Budget 2006 :		
3'655'000 m ³ à 8,53 cts	CHF	312'000.00
Intérêts 3,8 %	CHF	268'230.00
<i>Somme prévue au 31 décembre 2006</i>	<i>CHF</i>	<i>7'638'865.30</i>

La concession de prélèvement a été renouvelée en 2002 auprès de l'Etat de Neuchâtel pour une durée de 15 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Evolution des besoins

Lors de l'étude initiale et en tenant compte d'une évolution raisonnable, la date pour un recours à l'adduction Presta-Jogne était fixée dès 2005. Cette échéance était confirmée par un bureau d'ingénieurs non concerné par la réalisation du SIVAMO.

Toutefois nous avons, dans l'intervalle, enregistré une évolution démographique très modeste et avons récolté les fruits de nos campagnes d'assainissement du réseau qui ont réduit les fuites d'une façon importante.

La sensibilisation aux économies lancée auprès des consommateurs, spécialement l'industrie qui a de plus en plus recours à l'implantation de circuits fermés pour les eaux de refroidissement, a conduit à une diminution notable de la consommation.

Ces divers éléments font que les besoins n'ont pas atteint les prévisions comme le démontre le graphique en annexe No 1.

La souscription de la Ville de La Chaux-de-Fonds auprès du SIVAMO subvient entièrement à tous les besoins. Il remplit donc pleinement son rôle d'adduction de secours. De ce fait, un report de la réalisation de la liaison Presta-Jogne n'est pas préjudiciable à l'alimentation de notre Ville.

Evolution des coûts et du prix de l'eau

En 2002, la Direction des Services Industriels avait présenté un rapport détaillé expliquant l'évolution des coûts de l'eau.

Ce rapport démontrait que la grande partie des coûts liés à l'entretien du réseau sont fixes et subissent des hausses constantes en relation avec

- l'indexation des prix
- les amortissements, le réseau s'étendant chaque année davantage.

Ainsi, la diminution constante de la consommation provoque un effet malheureux d'augmentation du prix au m³, étant donné que l'on divise la totalité des coûts par le nombre de m³ facturés.

Selon les estimations faites dans le rapport de 2002, l'augmentation nécessaire des prix de l'eau était de 10 %, soit environ 20 cts/m³. Le Conseil communal avait décidé d'admettre une augmentation de 5 %, soit environ 10 cts/m³.

Rappelons que, selon les règles du Service des communes, le compte de l'eau doit s'équilibrer et que le bénéfice ou la perte doit être portée en augmentation ou diminution de la réserve au bilan.

Position du Surveillant des prix

Suite à l'annonce d'augmentation du prix de l'eau au 1^{er} janvier 2003, le Surveillant des Prix avait réagi négativement et, dans son courrier du 17 décembre 2002, ses recommandations étaient les suivantes :

1. *renoncer à l'augmentation des tarifs de l'eau envisagée pour le premier janvier 2003*
2. *procéder aux modifications suivantes :*
 - a. terminer le financement de Presta-Jogne avec du capital étranger, pour autant qu'une troisième installation ait encore une raison économique**
 - b. reverser à la provision du compte de l'eau les bénéfices cumulés correspondant aux six derniers exercices.*

Rapport du 24 novembre 1999

En 1999, le Conseil communal avait déjà demandé la suspension de l'alimentation de la provision pour les années 1999 et 2000, ainsi que l'autorisation d'un prélèvement dans la provision de CHF 670'000.- en 2000. Ce rapport avait été accepté par votre Conseil en même temps que le budget 2000. Lors du bouclage des comptes, il n'avait pas été nécessaire de recourir à ces deux mesures.

Conséquences sur les ressources humaines

Aucune conséquence.

Rapprochement et collaboration avec Le Locle

Aucun, au motif que les réseaux d'eaux sont totalement séparés pour les deux villes et que ce projet ne concerne que la ville de La Chaux-de-Fonds.

Éléments relatifs au développement durable

La construction d'adduction d'eau de secours contribue fortement au développement durable. Le fait de ne pas alimenter la provision durant deux ans ne remet pas en cause cet élément.

Conclusion

Le fait de ne pas alimenter la provision Presta-Jogne et de renoncer aux intérêts nous permet de ne pas procéder à une augmentation du prix de l'eau pour les années 2006 et 2007. De plus, un report de la réalisation de la liaison Presta-Jogne n'est pas préjudiciable à l'alimentation de notre Ville.

Ce rapport sera soumis à la Commission des Energies lors de sa séance du 30 novembre 2005.

Au vu de ce qui précède, nous vous invitons, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères générales, Messieurs les Conseillers généraux, à voter l'arrêté suivant :

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Président:
Didier Berberat

Le Chancelier:
Sylvain Jaquenoud

Annexe : évolution de la consommation eau

LE CONSEIL GENERAL
DE LA VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS

Vu un rapport du Conseil Communal

a r r ê t e

Article premier.- Le Conseil communal est autorisé à suspendre l'alimentation et les intérêts de la provision Presta-Jogne pour les années 2006 et 2007

Article 2.- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté, après les formalités légales.

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le Président:

Laurent Iff

Le Secrétaire:

Jean-Marc Feller

VENTE EAU POUR VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS
ANNES DE DEPART = 1987

REGRESSION LINEAIRE

mois	1/an	Km3 données	calcul linéai.	calcul.expon.	lin. (1/an)	exp. (1/an)	ANNEE	m_n	-52963.67389	4640446.784b
								se_n	4702.12	46824.85se_b
								r2	0.89	103500.01se_y
0		4'421'000	4'640'447	4'659'880			1987	F	126.87	16.00df
1	1.000	4'499'000	4'587'483	4'600'673	4'816'361	4'850'378	1988	SSrég	1359095539339.53	171396045104.92SSrésid
2	0.500	4'594'000	4'534'519	4'542'218	4'415'396	4'409'426	1989	y=b+m_n*t		
3	0.333	4'610'000	4'481'556	4'484'505	4'281'741	4'271'537	1990			
4	0.250	4'600'000	4'428'592	4'427'526	4'214'913	4'204'218	1991	REGRESSION EXPONENTIELLE		
5	0.200	4'375'000	4'375'628	4'371'271	4'174'817	4'164'337	1992			
6	0.167	4'190'000	4'322'665	4'315'731	4'148'086	4'137'960	1993	m_n	0.987294232	4659880.099b
7	0.143	4'260'000	4'269'701	4'260'896	4'128'992	4'119'222	1994	se_n	0.00	0.01se_b
8	0.125	4'314'000	4'216'737	4'206'758	4'114'672	4'105'224	1995	r2	0.89	0.03se_y
9	0.111	4'205'000	4'163'774	4'153'308	4'103'534	4'094'369	1996	F	123.56	16.00df
10	0.100	4'136'000	4'110'810	4'100'537	4'094'623	4'085'707	1997	SSrég	0.08	0.01SSrésid
11	0.091	4'125'000	4'057'846	4'048'437	4'087'333	4'078'632	1998	y=b*m_n^t		
12	0.083	3'985'000	4'004'883	3'996'998	4'081'258	4'072'747	1999			
13	0.077	4'000'000	3'951'919	3'946'213	4'076'117	4'067'773	2000	REGRESSION LINEAIRE 1/AN		
14	0.071	3'860'000	3'898'955	3'896'073	4'071'711	4'063'515	2001			
15	0.067	3'843'000	3'845'992	3'846'571	4'067'892	4'059'828	2002	m_n	801931.1117	4014430.342b
16	0.063	3'830'000	3'793'028	3'797'697	4'064'551	4'056'604	2003	se_n	259448.206	79291.208se_b
17	0.059	3'577'600	3'740'064	3'749'445	4'061'603	4'053'762	2004	r2	0.39	245023.209se_y
18	0.056		3'687'101	3'701'805	4'058'982	4'051'238	2005	F	9.554	15.000df
19	0.053		3'634'137	3'654'771	4'056'637	4'048'980	2006	SSrég	573571053544.933	900545591160.950SSrésid
20	0.050		3'581'173	3'608'334	4'054'527	4'046'950	2007	y=b+m_n^t t'=1/t		
21	0.048		3'528'210	3'562'487	4'052'618	4'045'113	2008			
22	0.045		3'475'246	3'517'223	4'050'882	4'043'445	2009	REGRESSION EXPONENTIELLE 1/AN		
23	0.043		3'422'282	3'472'534	4'049'297	4'041'922	2010			
24	0.042		3'369'319	3'428'413	4'047'844	4'040'526	2011	m_n	1.210005004	4008560.649b
								se_n	0.063	0.019se_b
								r2	0.38	0.060se_y
								F	9.046	15.000df
								SSrég	0.032	0.054SSrésid
								y=b*m_n^t		

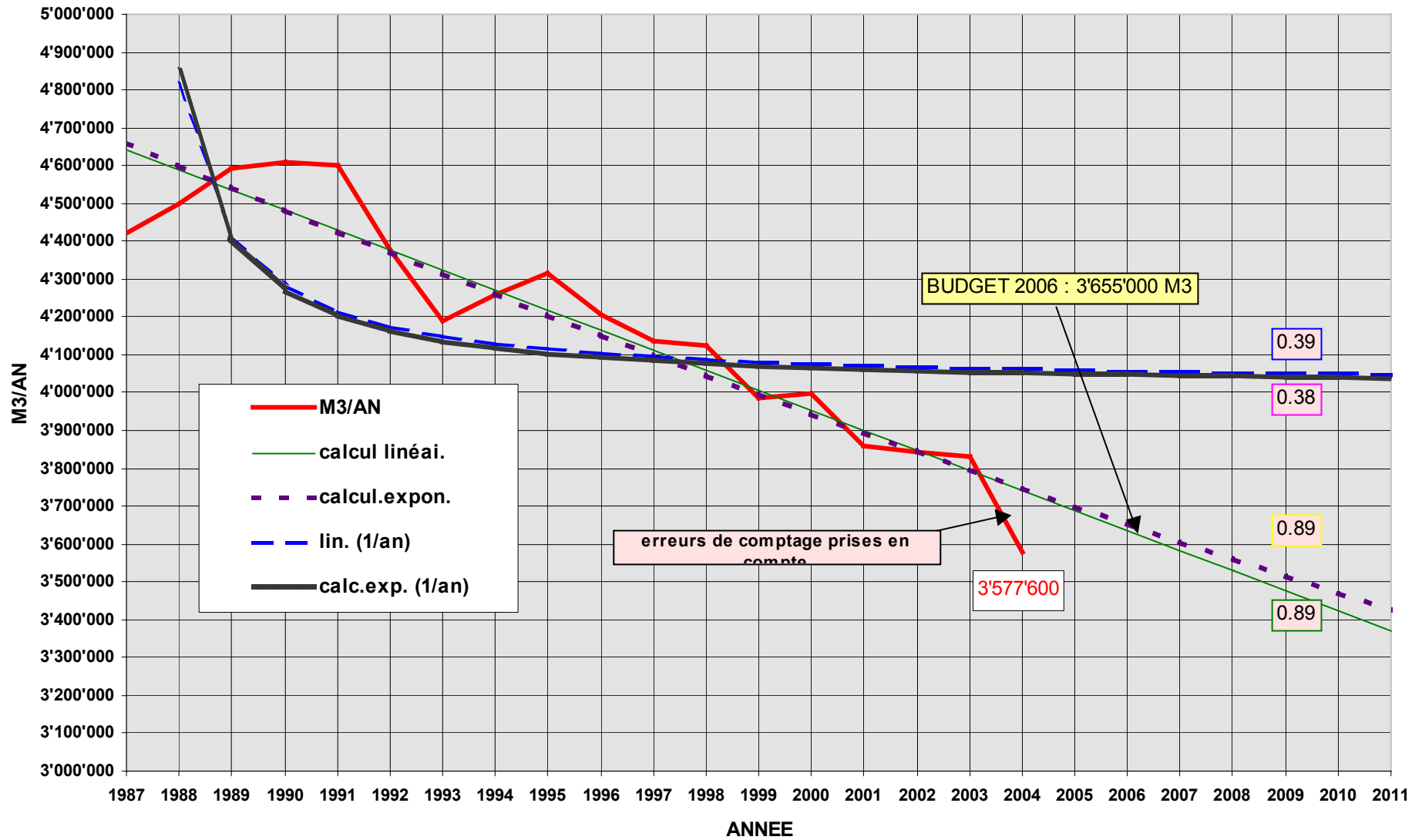
VENTE EAU POUR VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS
ANNES DE DEPART = 1987 , année gazière septembre

Années	M3/AN	calcul linéai.	calcul.expon.	lin. (1/an)	calc.exp. (1/an)	Moyenne extr.
1987	4'421'000	4'640'447	4'659'880			
1988	4'499'000	4'587'483	4'600'673	4'816'361	4'850'378	4725526
1989	4'594'000	4'534'519	4'542'218	4'415'396	4'409'426	4'475'822
1990	4'610'000	4'481'556	4'484'505	4'281'741	4'271'537	4'378'021
1991	4'600'000	4'428'592	4'427'526	4'214'913	4'204'218	4'315'872
1992	4'375'000	4'375'628	4'371'271	4'174'817	4'164'337	4'267'804
1993	4'190'000	4'322'665	4'315'731	4'148'086	4'137'960	4'226'846
1994	4'260'000	4'269'701	4'260'896	4'128'992	4'119'222	4'190'059
1995	4'314'000	4'216'737	4'206'758	4'114'672	4'105'224	4'155'991
1996	4'205'000	4'163'774	4'153'308	4'103'534	4'094'369	4'123'839
1997	4'136'000	4'110'810	4'100'537	4'094'623	4'085'707	4'093'122
1998	4'125'000	4'057'846	4'048'437	4'087'333	4'078'632	4'063'534
1999	3'985'000	4'004'883	3'996'998	4'081'258	4'072'747	4'034'872
2000	4'000'000	3'951'919	3'946'213	4'076'117	4'067'773	4'006'993
2001	3'860'000	3'898'955	3'896'073	4'071'711	4'063'515	3'979'794
2002	3'843'000	3'845'992	3'846'571	4'067'892	4'059'828	3'953'199
2003	3'830'000	3'793'028	3'797'697	4'064'551	4'056'604	3'927'151
2004	3'577'600	3'740'064	3'749'445	4'061'603	4'053'762	3'901'603
2005		3'687'101	3'701'805	4'058'982	4'051'238	3'876'521
2006		3'634'137	3'654'771	4'056'637	4'048'980	3'851'876
2007		3'581'173	3'608'334	4'054'527	4'046'950	3'827'642
2008		3'528'210	3'562'487	4'052'618	4'045'113	3'803'800
2009		3'475'246	3'517'223	4'050'882	4'043'445	3'780'334
2010		3'422'282	3'472'534	4'049'297	4'041'922	3'757'228
2011		3'369'319	3'428'413	4'047'844	4'040'526	3'734'470

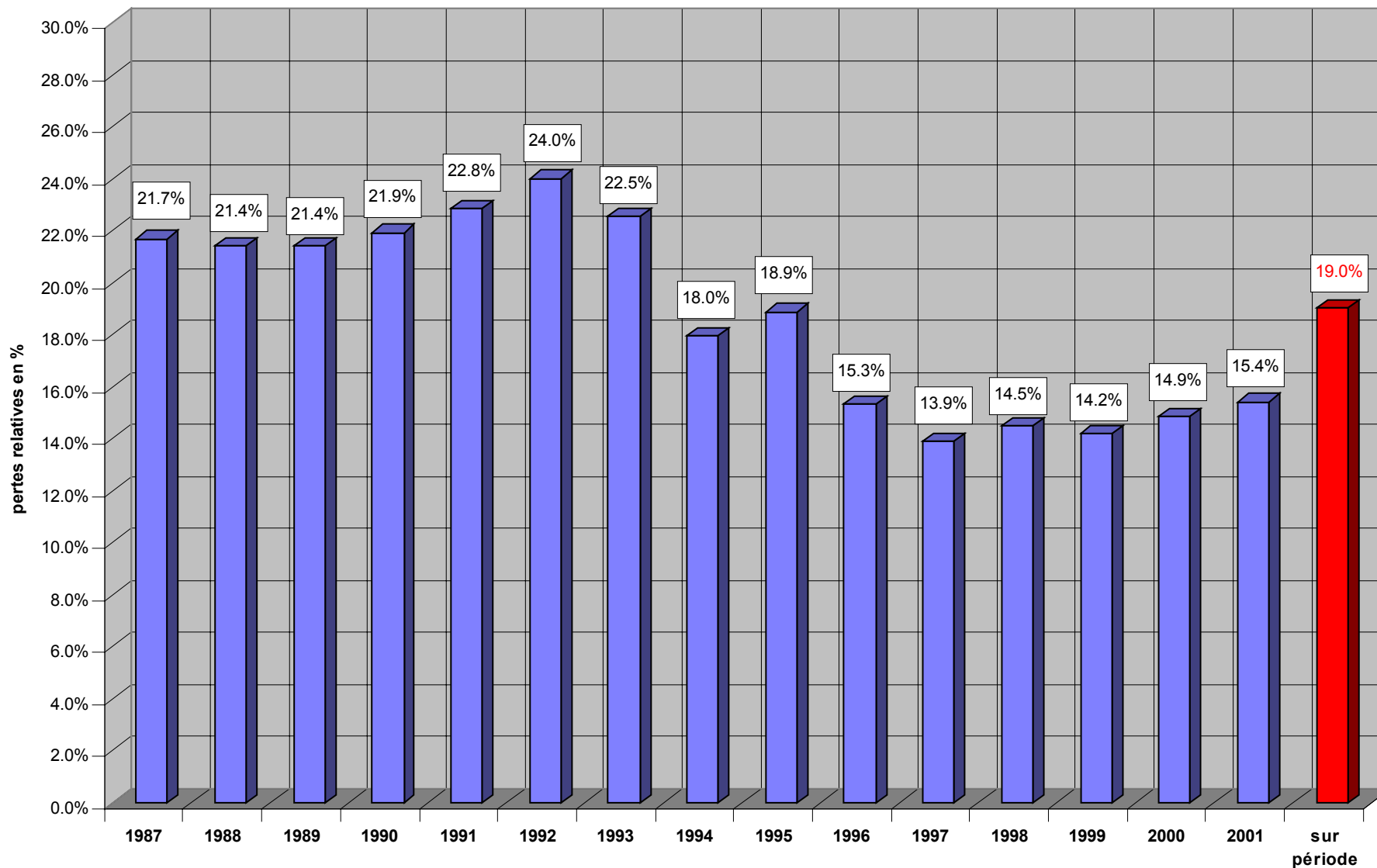
ARRONDI

EVOLUTION DES VENTES D'EAU

ANNEXE 1



PERTES RELATIVES EAU EN %



Ecart entre pompage et vente

texte					
<u>Années</u>	années	pompage (M3)	vente (M3)	pertes (M3)	pertes relatives
1987	1987	5'644'433	4'421'000	1'223'433	21.7%
1988	1988	5'723'947	4'499'000	1'224'947	21.4%
1989	1989	5'847'181	4'594'000	1'253'181	21.4%
1990	1990	5'903'795	4'610'000	1'293'795	21.9%
1991	1991	5'961'303	4'600'000	1'361'303	22.8%
1992	1992	5'757'214	4'375'000	1'382'214	24.0%
1993	1993	5'408'919	4'190'000	1'218'919	22.5%
1994	1994	5'192'568	4'260'000	932'568	18.0%
1995	1995	5'317'475	4'314'000	1'003'475	18.9%
1996	1996	4'965'387	4'205'000	760'387	15.3%
1997	1997	4'803'204	4'136'000	667'204	13.9%
1998	1998	4'823'078	4'125'000	698'078	14.5%
1999	1999	4'645'465	3'985'000	660'465	14.2%
2000	2000	4'697'861	4'000'000	697'861	14.9%
2001	2001	4'563'534	3'860'000	703'534	15.4%
	sur période	79'255'364	64'174'000	15'081'364	19.0%